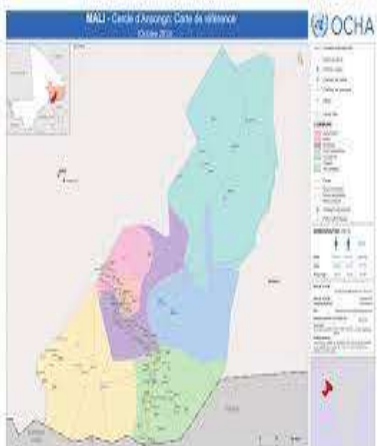






## Évaluation Rapide de Protection

  	<b>Dernière mise à jour</b>	<b>12/08/2021</b>
	<b>Dates de l'ERP</b>	<b>Du 11 au 12 Août 2021</b>
	<b>Localités affectées</b>	Région de Gao, Cercle d'Ansongo, commune de Ouatagouna, la ville d'Ansongo a accueilli des personnes en situation de déplacement forcé (PDI) à la suite des attaques simultanées de Ouatagouna, Karou et Déouteguef qui ont causé la mort de plusieurs personnes ( <b>civiles</b> ) par les personnes armées non identifiées dont <b>22 morts à Ouatagouna, 20 à Karou, Déouteguef 01 mort et 12 blessés dont 02 cas graves référés à l'hôpital de Gao. Au total : 43 morts et 12 blessés.</b> Cette situation a provoqué une panique généralisée et un mouvement de population <b>de 60 ménages soit 425 personnes (147 femmes, 221 hommes, 19 filles et 38 garçons)</b> vers Ansongo village.
	<b>Populations affectées</b>	<p>A la clôture de l'évaluation, les données disponibles se présentent comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ PDI de Ouatagouna : <b>35 ménages</b></li> <li>▪ PDI de Karou : <b>20 Ménages</b></li> <li>▪ PDI de Déouteguef : <b>05 ménages</b></li> </ul> <p>Au total <b>425 personnes</b> soit <b>60 ménages</b> ont été recensés par l'équipe de l'ERP en collaboration avec les autorités pendant la période de déroulement de l'évaluation de protection.</p>
<b>Déclencheur de l'ERP</b>	<p>Les raisons du déclenchement de l'ERP sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Plaidoyer des autorités de ladite commune auprès des humanitaires, à la suite de ce déplacement massif de populations vers Ansongo,</li> <li>▪ Dégradation de la situation sécuritaire (assassinats, violences physiques, attaque ciblée, menaces, vol de bétails) dans la commune de Ouatagouna.</li> <li>▪ Menaces contre les populations civiles par des hommes armés présumés appartenant à un groupe présumé appartenir à l'EIGS (<b>Etat Islamique dans le grand Shara</b>)</li> </ul> <p>En termes d'acteurs, les agents et points focaux de AMSS en collaboration avec les autorités ont donné l'alerte aux différentes structures tel que le développement social.</p>	
<b>Méthodologie</b>	Une équipe de quatre 4 agents de terrain y compris les points focaux basés à Ansongo ont été mobilisés et formés sur les outils de collecte de données de protection à utiliser dans le cadre de	

		<p>l'évaluation, il s'agit des outils élaborés par le cluster de protection.  Déployée à Ansongo, l'équipe a procédé à des focus group, interviews des informateurs clés et des observations ciblant les principaux profils (PDIs) de population en situation de déplacement forcé.  <b>05 séances de discussions en focus group</b> en tenant compte des critères en statut, âge, genre. En somme, <b>108 personnes déplacées</b> ont été touchées.  <b>35 entretiens individuels</b> avec des informateurs clés,  <b>4 exercices d'observations</b> ont été menés par l'équipe.</p>				
	<p><b>Résumé des problèmes rapportés</b></p>	<p>Insécurité en dehors de la localité d'Ansongo ville et des violations comme : vol de bétails, extorsion, assassinats ciblés, attaque de village et coups et blessures au niveau des villages de provenance de ces déplacés</p>	<p>Cas d'assassinat de personnes</p>	<p>Taux élevé d'enfants déscolarisés /non scolarisés depuis plus de 2 ans</p>	<p>Accès très limité aux services sociaux de base notamment santé ; Wash, Éducation, Abris</p>	<p>Faible niveau de documentation, taux élevé des personnes victimes d'atteintes physiques, psychologiques ou en état de détresse et beaucoup de PBS non prise en charge</p>
	<p><b>Résumé de la situation et recommandations au Cluster Protection</b></p>	<p><b>Présentation du contexte général de l'alerte qui a déclenché l'ERP.</b></p> <p>Dans le cercle d'Ansongo, Commune de Ouatagouna : Des attaques simultanées des villages de (<b>Karou, Déouteguef et Ouatagouna village</b>) occasionnant la mort de <b>43 personnes (civiles) et 12 blessés</b>, ont provoqué le déplacement massif des populations vers Ansongo. Ces déplacés ne sont pas tous arrivés en même temps.</p> <p>Plusieurs violations ont été enregistrées par les agents de terrain entre autres : <b>des assassinats, des incendies, coup et blessures, et vols de bétails</b> qui sont survenus contre les populations civiles de ces différentes localités. Il est à noter que les déplacés continuent toujours d'arriver en provenance de ces localités et parmi les informateurs clés enquêtés d'autres ont évoqué que d'autres ménages seraient à Labbézanga et à la frontière du Niger.</p> <p>Face à ce mouvement continu de population dans ces localités, l'ONG AMSS a dépêché une mission d'évaluation rapide de protection, initiée par l'UNHCR et le Cluster Protection pour évaluer le profil des personnes en déplacement, l'ampleur du mouvement et les besoins de protection des profils présents à Ansongo.</p> <p><b>Présentation/description du site de l'ERP</b></p> <p>L'évaluation de protection a été réalisée dans la commune d'Ansongo. Cette localité a été désignée</p>				

		<p>par les autorités locales comme principale zone d'accueil des PDIs.</p> <p>A Ansongo, <b>90% des personnes en déplacement</b> vivent dans des familles d'accueil et d'autres dans des maisons inhabitées.</p> <p><b>Résumé des résultats principaux de l'ERP et des recommandations principales</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Procéder à l'évaluation des besoins et l'enregistrement effectif des PDIs, dans cette zone,</li> <li>- Renforcer la sécurité dans la commune d'Ansongo et ses alentours,</li> <li>- Développer des programmes d'appui psychosocial pour les personnes déplacées et membres de la communauté hôte dans le besoin,</li> <li>- Prévenir les VGB et renforcer la cohésion sociale.</li> </ul>				
	<b>Sévérité de la situation</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>

Thème de Protection	Résultat	Commentaires	Recommandations (à lister par ordre prioritaire)
<b>Sécurité /protection générale</b>		<p><b>100%</b> des informateurs clés interrogés déclarent avoir quitté leur zone d'origine en raison d'un sentiment ou des faits d'insécurité à la suite des assassinats ciblés, des vols de bétails, des menaces, d'exécution et des agressions physiques dans leurs zones de provenance.</p> <p><b>100%</b> des informateurs clés indiquent qu'il n'y a pas de forces régulières présentes dans leurs localités de provenance, à propos des groupes radicaux leur présence est fortement signalée dans toutes ces localités d'où viennent ces déplacés.</p>	<p><b>A l'endroit des autorités politiques, administratives et des forces</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Faciliter le retour effectif des forces armées sur toute l'étendue du territoire malien et renforcer leurs capacités d'intervention.</li> <li>-Multiplier les patrouilles et autres initiatives de sécurisation pour une meilleure protection physique des personnes et de leurs biens.</li> <li>- Assurer une présence régulière des forces de sécurité et de défense.</li> </ul>
<b>Mouvement de population</b>		<p>Les évaluateurs ont rencontré dans plusieurs familles d'accueil et environnantes visitées : des PDI.</p> <p>Les communautés rencontrées sont : des sonrhaïs, des Tamasheqs et des peuls.</p> <p>Les populations déplacées ont été enregistrées par la mission en collaboration avec les autorités locales, cela a permis de disposer d'une liste de : <b>425 personnes soit 60 ménages.</b></p>	<p><b>A l'endroit des organisations humanitaires</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fournir un appui aux partenaires étatiques pour l'enregistrement effectif des PDIs par la DRDSES afin d'obtenir un profilage plus précis et des données statistiques favorables à une meilleure gestion et réponse aux mouvements de population en cours.</li> </ul>

<p><b>Cohésion sociale</b></p>		<p><b>100 %</b> des enquêtes indiquent que les interactions sont bonnes entre la communauté hôte et les personnes déplacées. Ces derniers ont été accueillis dans un élan de solidarité par la communauté hôte et les autorités, il est à signaler que la pression sur les ressources en eau et en santé pourrait conduire à des tensions vu l'absence d'infrastructures disposant d'une capacité d'approvisionnement qui correspond aux besoins actuels ressentis.</p> <p>Vu les conditions de vie difficiles de certaines familles d'accueil, les relations de cohabitation pourraient se dégrader avec le temps.</p>	<p><b>A l'endroit des autorités administratives et politiques :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Renforcement de la cohésion sociale entre les différentes communautés dans les zones d'accueil à travers un discours et des initiatives concrètes d'inclusion.</li> </ul> <p><b>A l'endroit des organisations humanitaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer des techniques de prévention de la dégradation des relations intercommunautaires ;</li> <li>- Multiplier les séances de sensibilisation sur la cohésion sociale et la cohabitation pacifique.</li> </ul>
<p><b>Protection de l'enfance</b></p>		<p><b>90%</b> des personnes enquêtées affirment qu'il y a des enfants séparés <b>(03)</b> et non accompagnés <b>(08)</b> au sein des déplacés et que ces enfants ont besoin d'aide pour leur prise en charge, au moment de l'ERP,</p> <p><b>100%</b> des enfants ne vont plus à l'école depuis plus de 02 ans</p>	<p><b>A l'endroit des organisations humanitaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer des solutions à l'éducation d'urgence en réponse aux besoins des enfants déscolarisés et non scolarisés</li> <li>- Développer des mécanismes de protection des enfants</li> <li>- Insérer ces enfants séparés et non accompagnés dans des centres SSA-P pour faciliter leur réinsertion</li> </ul>
<p><b>Violences basées sur le genre</b></p>		<p><b>80%</b> des informateurs clés ont indiqué que les femmes ne se sentent pas en sécurité hors de la commune d'Ansongo. Ces enquêtes ont situé à 3 le niveau de sécurité pour les femmes sur une échelle allant de 1 à 5.</p>	<p><b>A l'endroit des autorités administratives et politiques :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Mettre en place des mesures de prévention et mitigation des risques liés aux VGB au sein de familles d'accueil</li> </ul> <p><b>A l'endroit des organisations humanitaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les services de réponses aux VGB et l'information des communautés sur ces différents services existants à Ansongo et Gao.</li> <li>- Organiser des séances de sensibilisation sur les VGBs au niveau des sites d'accueil.</li> </ul>
<p><b>Personnes à besoins spécifiques</b></p>		<p><b>90%</b> des personnes interrogées affirment qu'il existe dans les familles d'accueil des personnes à besoins spécifiques : Enfants non accompagnés <b>(08)</b>, des femmes enceintes <b>(04)</b>, enfants séparés <b>(03)</b>, personnes vivant avec handicap <b>(02)</b>, femmes allaitantes <b>(03)</b>, personnes âgées <b>(04)</b> et femmes cheffes de ménages</p>	<p><b>A l'endroit des autorités administratives et Politiques :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Procéder à l'identification des PBS dans le cadre de l'exercice d'enregistrement des PDI,</li> </ul> <p><b>A l'endroit des organisations humanitaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Développer des programmes de protection et d'assistance aux PBS en déplacement et au sein de la communauté d'accueil.</li> </ul>

		(04).	
<b>Ressenti psychologique</b>		Du point de vue psychologique, il ressort que les populations en déplacement ont été témoins des scènes d'exactions dans les zones de départ. A cause de cela, certains déplacés ont été sévèrement affectés psychologiquement par les évènements.	<b>A l'endroit des organisations humanitaires :</b> -Développer des programmes d'appui psychosocial et des soins en santé mentale pour les personnes en déplacement et membres de la communauté d'accueil dans le besoin.
<b>Accès aux services de base</b>		Pendant la période de la réalisation de cette évaluation, les personnes en déplacement ont indiqué avoir un accès très limité aux services sociaux de base à cause du coût.	<b>A l'endroit des autorités administratives, politiques et les partenaires au développement :</b> -Renforcer la mise en place des services sociaux de base déjà existants. -Faciliter l'accès de ces PDI aux services sociaux de base notamment la santé.
<b>Autres</b>		<b>100%</b> des personnes en déplacement enquêtées ne souhaitent pas retourner sur les sites de départ compte tenu de la situation sécuritaire précaire qui y prévaut non seulement dans la commune Ouatagouna mais aussi dans tout le cercle d'Ansongo.	<b>A l'endroit des acteurs de protection et de l'Etat :</b> -Consolider les initiatives de retour à la paix et à la sécurisation dans les régions du nord plus précisément dans le cercle d'Ansongo -Identifier des zones pouvant offrir la protection et la sécurité à ces personnes déplacées.